

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

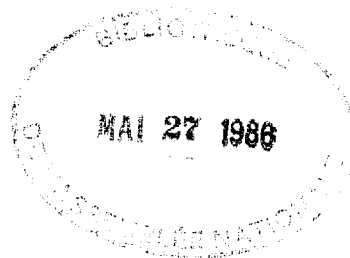
Projet de loi 89

## **Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi et le Code de la sécurité routière**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. Marc-Yvan Côté  
Ministre des Transports**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1986**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie les dispositions législatives concernant le transport collectif par taxi. Il vise à étendre l'application de la loi au transport collectif par taxi qui serait organisé par une régie intermunicipale ou un conseil intermunicipal de transport et à assurer qu'une autorité régionale qui exerce un pouvoir de réglementation en cette matière exerce les pouvoirs nécessaires pour un encadrement suffisant du transport collectif.*

*Ce projet de loi modifie les dispositions législatives concernant la tarification du transport par taxi. Il supprime les contraintes applicables au transport de colis, assouplit les conditions entourant le transport par taxi à contrat, précise les pouvoirs de réglementation, assure l'identification du client au cas de différend sur le paiement d'une course et permet aux agents de la paix de vérifier l'exactitude des taximètres.*

*Ce projet de loi modifie les dispositions législatives concernant la décentralisation des contrôles de transport par taxi. Il précise les pouvoirs des autorités régionales, permet une délégation de certains pouvoirs au comité exécutif des communautés urbaines de Montréal et de Québec et permet à certains employés d'une autorité régionale d'exercer un contrôle du taxi.*

*Ce projet de loi modifie les dispositions législatives concernant le transport par limousine. Il précise les pouvoirs de la Commission lors de la délivrance de permis et modifie certaines conditions d'exploitation.*

*Ce projet de loi précise le mandat qui peut être confié à la personne chargée de la perception des droits, permet à la Commission d'appliquer à tous les propriétaires de taxi visés les décisions relatives à la délimitation des régions et précise les règles applicables à la poursuite pénale des infractions.*

*Enfin, ce projet de loi modifie le Code de la sécurité routière pour harmoniser la définition du mot « taxi » à la Loi sur le transport par taxi et pour appliquer à la vérification des taximètres un système de contrôle analogue à la vérification mécanique des taxis.*

# Projet de loi 89

## **Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi et le Code de la sécurité routière**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### LOI SUR LE TRANSPORT PAR TAXI

**1.** L'article 9 de la Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1) est remplacé par le suivant:

«**9.** Un transport collectif par taxi ne peut être offert que s'il:

1° est organisé par un organisme public de transport en commun, une municipalité, un regroupement de municipalités, une régie intermunicipale ou un conseil intermunicipal de transport qui autorise, par contrat, des titulaires de permis de taxi opérant dans son territoire à offrir en son nom ce type de transport;

2° est autorisé par un règlement du gouvernement; ou

3° est autorisé par un règlement d'une autorité régionale qui exerce les pouvoirs prévus aux paragraphes 3°, 4° et 13° de l'article 62. ».

**2.** L'article 14 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« Le transport collectif organisé par un organisme public de transport en commun, une municipalité, un regroupement de municipalités, une régie intermunicipale ou un conseil intermunicipal de transport peut être effectué sur son territoire même si celui-ci ne correspond pas au territoire pour lequel le permis est délivré, pourvu qu'une partie du parcours soit située sur le territoire pour lequel le permis est délivré. ».

**3.** L'article 15 de cette loi est abrogé.

**4.** L'article 17 de cette loi est modifié par l'insertion, après le mot « agglomération », des mots « autrement qu'en vertu du chapitre VI ».

**5.** L'article 18 de cette loi, modifié par l'article 49 du chapitre 35 des lois de 1985, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« Le transport spécialisé « de luxe » effectué en vertu d'un permis visé au présent article doit l'être sur le territoire pour lequel le permis a été délivré ou, sous réserve du deuxième alinéa, sur le territoire de l'autorité régionale.

Toutefois, il peut être effectué à l'extérieur de ce territoire dans les cas suivants :

1° le point d'origine ou la destination de la course est situé dans ce territoire ;

2° le point d'origine et la destination de la course sont situés à l'extérieur de ce territoire, à des endroits qui ne sont pas desservis par un autre titulaire de permis visé au présent article et autorisé à fournir un transport « de luxe » ou par un titulaire de permis de limousine visé dans la section II du chapitre VI. ».

**6.** L'article 31 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **31.** La Régie doit sans délai exécuter la demande de la Commission et elle ne peut remettre la plaque et le certificat d'immatriculation à celui à qui ils ont été enlevés, ni lui en délivrer de nouveaux lui permettant de remettre en circulation l'automobile visée par le retrait, qu'avec l'autorisation de la Commission. ».

**7.** L'article 41.5 de cette loi, édicté par l'article 52 du chapitre 35 des lois de 1985, est modifié par la suppression, dans le deuxième alinéa, des mots « , sous réserve de l'article 41.6, ».

**8.** L'article 41.6 de cette loi, édicté par l'article 52 du chapitre 35 des lois de 1985, est abrogé.

**9.** L'article 42 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, un transport privé par taxi qui fait l'objet d'un contrat écrit peut être effectué au prix prévu dans le contrat, à la condition qu'une copie de ce contrat se trouve à bord du taxi au moment de ce transport. » ;

2° par la suppression, dans le troisième alinéa, des mots « au transport de colis ni ».

**10.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 48, du suivant:

« **48.1** Le client d'un service de transport par taxi qui refuse de payer la course doit, à la demande d'un agent de la paix, s'identifier. ».

**11.** L'article 60 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 11° par le suivant:

« 11° désigner une personne pour percevoir les droits annuels payables pour la délivrance ou le renouvellement des permis de taxi; »;

2° par le remplacement du paragraphe 17° par le suivant:

« 17° autoriser les titulaires de permis de taxi à effectuer les types de transport collectif qu'il indique, aux endroits qu'il indique, et en fixer les taux et tarifs; »;

3° par le remplacement du paragraphe 23° par le suivant:

« 23° prescrire des normes de taux et de tarifs pour le transport privé ainsi que l'obligation d'afficher dans le taxi les taux et tarifs en vigueur pour un tel transport; ».

**12.** L'article 62 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans le paragraphe 1°, après le mot « prescrire », de ce qui suit: « , sauf quant au taximètre, »;

2° par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

« 4° autoriser les titulaires de permis de taxi à effectuer les types de transport collectif qu'elle indique, aux endroits qu'elle indique, et en fixer les taux et tarifs; »;

3° par le remplacement du paragraphe 10° par le suivant:

« 10° fixer les taux et tarifs pour le transport privé et prescrire l'obligation d'afficher dans le taxi les taux et tarifs en vigueur; »;

4° par la suppression du paragraphe 11°;

5° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« La Communauté urbaine de Montréal et la Communauté urbaine de Québec peuvent déléguer à leur comité exécutif, en tout ou en partie, l'exercice des pouvoirs prévus aux paragraphes 2°, 6°, 9°, 10° et 12° du premier alinéa. ».

**13.** L'article 64 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **64.** Une autorité régionale doit transmettre au ministre des Transports une copie d'un règlement adopté en vertu du paragraphe 4° ou du paragraphe 10° de l'article 62. ».

**14.** L'article 68 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 3° du premier alinéa par le suivant:

« 3° fixer les taux et tarifs pour le transport privé, lesquels peuvent comporter soit un minimum, soit un maximum, soit un minimum et un maximum; »;

2° par la suppression du paragraphe 4° du premier alinéa;

3° par l'addition, après le paragraphe 7°, du paragraphe suivant:

« 8° modifier le territoire pour lequel un permis a été délivré pour que ce territoire corresponde, à compter du renouvellement du permis, au territoire délimité en vertu du paragraphe 2°. ».

**15.** L'article 70 de cette loi, modifié par l'article 55 du chapitre 35 des lois de 1985, est de nouveau modifié par l'insertion, après le nombre « 48, », du nombre « 48.1, ».

**16.** L'article 74 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **74.** Toute poursuite peut débuter par la remise de main à main ou par la signification par la poste à la dernière adresse connue du contrevenant d'un avis d'infraction. Cet avis constitue une dénonciation. ».

**17.** L'article 76 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« À défaut d'un tel paiement, l'avis d'infraction est déposé devant un juge de paix et celui-ci, s'il est d'avis qu'il y a lieu de le faire, délivre une sommation. ».

**18.** L'article 79 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **79.** Lorsqu'une personne commet une infraction visée à l'article 70, un agent de la paix ou un employé d'une autorité régionale chargé de l'application de la présente loi peut lui délivrer un avis l'enjoignant de remédier à l'infraction reprochée dans un délai de 48 heures.

À défaut par le contrevenant de remédier à l'infraction reprochée dans le délai, une poursuite peut être intentée. La preuve que le contrevenant a remédié à l'infraction reprochée dans le délai incombe à celui-ci.

« **79.1** Il est interdit d'entraver l'action d'un agent de la paix ou d'un employé d'une autorité régionale chargé de l'application de la présente loi, de le tromper par réticence ou fausse déclaration ou de refuser de lui fournir un renseignement relatif au permis de taxi ou à son permis de chauffeur.

« **79.2** Un employé d'une autorité régionale autorisé à exercer les pouvoirs prévus à l'article 79 doit, s'il en est requis, exhiber un certificat ou un insigne attestant sa qualité. ».

**19.** L'article 88 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, il peut être effectué à l'extérieur de ce territoire dans les cas suivants :

1° le point d'origine ou la destination de la course est situé dans ce territoire ;

2° le point d'origine et la destination de la course sont situés à l'extérieur de ce territoire, à des endroits qui ne sont pas desservis par un autre titulaire de permis de limousine ou par un titulaire de permis visé à l'article 18 et autorisé à fournir un transport « de luxe ». ».

**20.** L'article 89 de cette loi est abrogé.

**21.** L'article 90.2 de cette loi, édicté par l'article 58 du chapitre 35 des lois de 1985, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« La Commission doit aussi indiquer pour quel territoire elle délivre le permis ; ce territoire doit correspondre au territoire de l'autorité régionale dans lequel est située la principale place d'affaires du demandeur. ».

**22.** L'article 90.3 de cette loi, édicté par l'article 58 du chapitre 35 des lois de 1985, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, il peut être effectué à l'extérieur de ce territoire dans les cas suivants :

1° le point d'origine ou la destination de la course est situé dans ce territoire ;

2° le point d'origine et la destination de la course sont situés à l'extérieur de ce territoire, à des endroits qui ne sont pas desservis par un autre titulaire de permis de limousine ou par un titulaire de permis visé à l'article 18 et autorisé à fournir un transport « de luxe ». ».

**23.** L'article 126 de cette loi est abrogé.

#### CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

**24.** L'article 1 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1), modifié par l'article 7 du chapitre 35 des lois de 1985, est de nouveau modifié par le remplacement de la définition du mot « taxi » par la suivante :

« « taxi » : un véhicule automobile, à l'exception d'un autobus ou d'un minibus, exploité en vertu d'un permis visé dans la Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1) ; ».

**25.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 259, du suivant :

« **259.1** Un agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire que le taximètre d'un taxi ne fournit pas une lecture conforme au tarif en vigueur peut exiger qu'il soit soumis à une vérification sur un parcours prévu à cette fin. ».

**26.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 260, du suivant :

« **260.0.1** Le propriétaire ou le conducteur d'un taxi visé à l'article 259.1 doit obtempérer à la demande de l'agent de la paix et conduire ce taxi au parcours indiqué.

L'agent de la paix est autorisé à remiser ou à faire remiser le taxi aux frais du propriétaire afin qu'une telle vérification soit effectuée. ».

**27.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 262, du suivant :

« **262.1** S'il constate que le taximètre ne fournit pas une lecture conforme au tarif en vigueur, l'agent de la paix qui a procédé à la



vérification délivre au propriétaire ou au conducteur du taxi un avis lui enjoignant de cesser l'exploitation du taxi et de faire ajuster, réparer ou remplacer le taximètre. ».

**28.** L'article 263 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **263.** Le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule routier ou d'un taxi visé dans l'article 262 ou 262.1 ne peut remettre en circulation ce véhicule ou ce taxi que si la preuve est faite, à la satisfaction d'un agent de la paix, qu'il est conforme au présent code ou que le taximètre fournit une lecture conforme au tarif en vigueur. ».

**29.** L'article 266 de ce code est remplacé par le suivant:

« **266.** Un inspecteur de la Régie peut exercer les pouvoirs que confère la présente section à un agent de la paix, sauf ceux relatifs à la vérification du taximètre d'un taxi. ».

**30.** L'article 271 de ce code est modifié par l'insertion, après le nombre « 260 » de ce qui suit: « , 260.0.1 ».

**31.** L'article 273 de ce code est modifié par l'insertion, après le paragraphe 20°, du suivant:

« 20.1° établir la forme, le contenu, les conditions et les modalités de délivrance de l'avis visé à l'article 262.1; ».

**32.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).